

Turquie : AUTO-PORTRAIT rêvé en centre du monde

Pascale Zonszain

Journaliste et juriste. Correspondante de plusieurs médias francophones, elle suit depuis 1994 le processus diplomatique israélo-palestinien et ses effets sur la société israélienne.

Du Maghreb à la péninsule arabe, il n'est pas un Etat du monde arabo-musulman qui n'ait été atteint ou au moins ébranlé par le souffle de la révolte. Seule la Turquie semble épargnée par la tourmente. A l'approche des élections législatives du 12 juin, la minorité kurde est le seul groupe à donner de la voix. Le gouvernement d'Ankara a donc beau jeu de se poser en arbitre des révoltes régionales, encourageant ici la contestation ou donnant ailleurs le signal du départ aux dictateurs conspués. Alors que tous les régimes de la région sont occupés à assurer leur propre survie ou à contenir l'incendie chez leurs voisins, la Turquie fait figure d'exception, voire de modèle de stabilité. Pourtant ceux qui tombent aujourd'hui étaient hier encore ses alliés. Le Moyen-Orient est en train de se restructurer. La Turquie en serait-elle le nouveau pivot ?

Du Marmara à la révolution

Il y a encore moins d'un an, il était évident que tout Etat qui souhaitait s'imposer comme un acteur incontournable au Proche-Orient se devait d'avoir une position et surtout d'exercer son influence sur le conflit israélo-palestinien. La Tur-

quie n'a pas fait autre chose quand elle a estimé que le temps était venu pour elle de se faire sa place au soleil de la région. Cela avait donné lieu à l'affaire du Mavi Marmara, l'assaut donné par Tsahal le 31 mai 2010 à la flottille affrétée par une ONG islamiste turque pour forcer le blocus naval de Gaza avec le soutien et la bénédiction du gouvernement d'Ankara. L'épisode avait entraîné Israël dans une des crises diplomatiques les plus graves de la décennie, alors qu'il avait donné à la Turquie la légitimité qui lui manquait encore pour jouer dans la cour des grands et concurrencer sérieusement l'Égypte dans son rôle de champion de la cause palestinienne et de leader du monde arabo-musulman.

Que reste t-il de tout cela aujourd'hui ? Dans le grand tourbillon qui secoue le Moyen Orient, Il est trop tôt pour dire où et quand s'arrêtera la révolution. L'Égypte a perdu sa couronne de leader régional, au moins pour un temps ; la haine d'Israël n'a pas été le combustible qui a embrasé les rues arabes ; pour chacun des pays concernés par le mouvement insurrectionnel, la crise peut évoluer différemment en fonction de ses propres paramètres ethniques ou géographiques. Une chose en tout cas est certaine : la Turquie a compris qu'elle pourrait tirer profit de cette instabilité en conservant le cap qu'elle s'est fixé : retrouver un prestige de puissance régionale, modèle du monde musulman et affranchie de son image d'allié systématique et discipliné de l'Occident. Un objectif qui coïncide d'ailleurs étrangement avec celui des pays qui ont renversé leurs dirigeants ou qui le feront bientôt et de quoi donner des idées aux partis islamistes qui relèvent la tête un peu partout dans la région. Sur ce plan la Turquie est en meilleure posture puisque sa révolution s'est faite sans violence et qu'elle a déjà produit des résultats concrets, depuis bientôt neuf ans que Tayyip Erdogan et son parti AKP gouvernent le pays.

Islamisme ambitieux et ambivalent

L'AKP, le parti Justice et Développement de Tayyip Erdogan, élu en 2002 et réélu en 2007 n'a jamais voulu de la qualification d'islamo-conservateur. Même si une bonne partie de son appareil est issu des défunts partis islamistes radicaux des années 90, il se démarque en effet du discours outrancier du Islamist Welfare Party, violemment et ouvertement antisémite et antisioniste et qui se déclarait contre l'OTAN et contre l'Europe, mais pour un marché commun et une alliance stratégique islamiques. En 1997, deux ans à peine après son accession au pouvoir, le Islamist Welfare Party est déboulonné par le Conseil National de Sécurité et ce n'est que cinq années plus tard que les islamistes, échaudés et instruits par l'expérience, reprendront la tête du gouvernement. Les membres de l'AKP, conduits par l'ancien maire d'Istanbul Recep Tayyip Erdogan et dont une bonne partie sont issus du courant plus réformiste des par-

tis islamistes interdits pour activités anti-laïques, ont compris que pour durer il leur fallait s'inscrire dans une ligne plus consensuelle, fondée sur un conservatisme démocratique et rassurer la société civile et l'arméeⁱ. Tayyip Erdogan va donc jouer la carte de la Realpolitik, se présenter en défenseur des droits de l'Homme et pour l'entrée dans l'Union Européenne. Le leader de l'AKP a assimilé l'intérêt d'une politique pro-occidentale et démocratique, comme moyen d'opposer le front le plus large possible aux laïcs radicaux. L'idée étant qu'en se rapprochant des normes souhaitées par l'Union Européenne pour considérer l'admission de la Turquie, l'AKP gagnerait sur les deux tableaux, puisqu'il utiliserait la démocratisation pour démilitariser le régime et pour permettre aux islamistes de pénétrer des secteurs tenus jusque là par l'armée et les élites laïques du pays et d'être considérés comme des acteurs légitimes dans la société et sur la scène politique.

Tayyip Erdogan, en dirigeant avisé comprend aussi l'avantage qu'il peut tirer de l'essor économique de son pays dans un contexte de globalisation. Il développe les échanges avec l'ensemble des pays de la région, jouant sur la centralité géographique de la Turquie entre les pays producteurs et consommateurs d'énergie et donnant aux classes moyennes turques l'occasion de participer au développement dont les fruits étaient jusque là réservés aux élites. Ces classes moyennes, dans leur ensemble conservatrices et nationalistes, vont devenir un des vecteurs et des soutiens de l'idéologie islamiste à la mode de Turquie. Quand on songe qu'il y a à peine trente ans la situation économique de la Turquie ne valait guère mieux que celle de la Syrie, on mesure le chemin parcouru.

Tous ces leviers, l'AKP va aussi les utiliser pour configurer sa diplomatie. Pragmatisme, discours conciliateur, stabilisation institutionnelle mais aussi affirmation de la nouvelle place de la Turquie se retrouvent dans la vision de politique étrangère du gouvernement Erdogan, tout à la fois ambitieuse et ambiguë.

Zéro problème de voisinage et avertissement aux nouveaux voisins

La Turquie n'est pas un Etat-croupion. Ahmet Davutoglu, le ministre turc des Affaires étrangères met les points sur les « i » dans un article capital qui paraît au mois de mai 2010 dans la revue *Foreign Policy*ⁱⁱ. La revendication n'est pas nouvelle, mais elle s'affirme de plus en plus dans les propos comme dans les actes des dirigeants turcs. Le parti AKP, Justice et Développement de Tayyip Erdogan depuis son arrivée au pouvoir en 2002, recompose inlassablement sa partition pour un orchestre hétéroclite où il veut mettre en harmonie l'islam, la fibre nationaliste, la modernité et la réconciliation avec le passé pour faire entendre de nouveau la voix de la Turquie à l'intérieur comme au-delà des frontières, partout où s'est exercée jadis l'influence ottomane.

La guerre froide est finie, rappelle le ministre turc des Affaires étrangères, comme il rappelle que l'instabilité qui a suivi l'effondrement de l'empire soviétique a conduit à une nouvelle donne et à une nouvelle carte stratégiques. Et dans cette configuration la Turquie ne pouvait plus se contenter de rester un simple wagon dans le train de l'OTAN, ni d'attendre les consignes diplomatiques en provenance de Washington. Pourquoi accepter de rester à la périphérie, alors justement que les centres se déplacent, et qu'entre l'Europe et l'Asie, la Turquie peut légitimement revendiquer un rôle de plaque tournante et de passerelle ?

C'est en substance ce que les théoriciens de la nouvelle diplomatie turque des islamo-conservateurs de l'AKP répètent à l'envi pour donner corps à leurs nouvelles ambitions. Mais bien sûr, il ne suffit pas d'être bien placé ; encore faut-il avoir quelque chose à offrir. Pour Ahmet Davutoglu, qui martèle que le domaine de la diplomatie turque n'est pas limité au combat contre les séparatistes kurdes du PKK, cela tient en huit principes méthodologiques et opérationnels : pratiquer une nouvelle diplomatie « soft », rester une puissance militaire mais non-menaçante, donner la priorité au pouvoir économique et civil, maintenir l'équilibre entre la sécurité et la démocratie, veiller à n'avoir aucun problème de voisinage, adopter l'action préventive sur la scène internationale, jouer simultanément sur tous les terrains de politique étrangère, être présent dans toutes les organisations internationales, régionales et mondiales. Une vision globale que l'AKP veut voir se réaliser pour 2023, le centenaire de la République de Turquie.

Le règlement de tous les conflits de proximité est l'un des objectifs opérationnels de cette diplomatie. A en croire Ahmet Davutoglu, cette politique est appliquée constamment par l'AKP depuis son accession au pouvoir. Ce qui veut dire que depuis 2002, la diplomatie turque œuvre à améliorer ses relations avec l'ensemble de ses voisins immédiats ou plus lointains, russes, arméniens, grecs ou albanais.

Pour s'en tenir au seul Proche-Orient, il faut constater que la Turquie, qui en 1998 était au bord de la guerre avec la Syrie, a su développer avec sa voisine des relations privilégiées stratégiques et économiques, réglant du même coup le problème kurde sur sa frontière. Approche similaire avec l'Irak, où Ankara a compris la nécessité d'anticiper le désengagement militaire américain et de poser des rapports stables avec le Kurdistan irakien. C'est ce qui avait conduit les députés de l'AKP à voter en 2003 contre le déploiement des troupes US en Turquie lors de l'offensive américaine en Irak et qui fut la première manifestation d'indépendance d'Ankara face à Washington. A la fin du mois de mars dernier, Tayyip Erdogan a même effectué une visite historique en Irak, alors qu'il avait jusque là gardé ses distances avec le gouvernement Al Maliki qu'il jugeait trop pro-américain.

Le Premier ministre turc s'est même rendu dans le bastion chiite de Najaf et aussi à Arbil où il a rencontré le leader kurde Massoud Barzani. Une visite qui s'inscrit toujours dans la volonté de la Turquie d'anticiper le retrait des forces américaines d'Irak prévu pour 2012.

Avec la contestation qui se répand dans les pays arabes, les dirigeants turcs semblent comme enivrés par leur puissance nouvelle. Au mois de février, quand le monde hésite encore à réclamer le départ de Hosni Moubarak, c'est Tayyip Erdogan qui appellera le vieux président égyptien à se soumettre au verdict de la foule de la place Tahrir et à abandonner le pouvoir. Mais surtout, lors de l'insurrection en Lybie, le chef du gouvernement turc n'hésitera pas à s'opposer à l'intervention internationale. Renouvelant son défi de la guerre d'Irak, Erdogan se désolidarise de ses alliés de l'Otan sur la question des frappes aériennes et surtout il se fera un plaisir de brocarder le rôle de la France, à l'origine de l'initiative. Ce qui lui permet du même coup de rappeler au président Sarkozy qu'il sait que c'est à lui qu'il doit de n'avoir pas pu faire admettre la Turquie au sein de l'Union Européenne.

Mais cette hyperactivité diplomatique d'Ankara souffre aussi d'une certaine improvisation. La Turquie veut être présente sur tous les fronts, quitte à envoyer des messages confus et parfois contradictoires, notamment sur le dossier libyen, où le chef du gouvernement turc peine à tenir une position cohérente. Manifestement, Erdogan ne maîtrise pas encore tous les enjeux des bouleversements en cours.

Zéro conflit de voisinage, cela signifie également intervenir dans les conflits entre tiers, puisque le calme est un facteur de rayonnement régional pour ceux qui en bénéficient comme pour ceux qui l'initient ou le rétablissent. On a ainsi vu Ankara proposer ses bons offices pour désamorcer la crise entre l'Iran et la communauté internationale. Aidé du président brésilien Lula da Silva, Tayyip Erdogan avait en juin 2010 négocié avec l'Iran un accord d'échange d'uranium, quelques jours à peine avant le vote de la quatrième série de sanctions par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Que ce compromis n'ait finalement pas été appliqué est secondaire. Il était d'abord le moyen pour la Turquie de se positionner en puissance régionale, montrant à l'Iran qu'elle pouvait lui parler d'égal à égal et prouvant aux pays occidentaux qu'elle était capable d'influer sur l'agenda international, à défaut de le modifier encore en profondeur.

Cela dit, les événements en cours dans la région ont aussi une influence sur les rapports entre la Turquie et l'Iran. En février dernier, Téhéran a voulu profiter de l'affaiblissement soudain de l'Égypte pour faire passer par le Canal de Suez deux bâtiments de sa marine militaire à destination de la Syrie. Mais la présence, même brève et symbolique, des navires iraniens dans le port syrien de Lattaquié,

à quelques encablures de la frontière turque, n'est pas vraiment du goût d'Ankara. Il n'est pas impossible que le subit excès de zèle des autorités turques à inspecter la cargaison de plusieurs avions iraniens à destination de la Syrie – dont l'un au moins transportait bien des armes en violation des résolutions de l'Onu – n'ait été un avertissement à l'adresse de Téhéran de ne pas revenir trop vite frayer en Méditerranée orientale.

L'AKP, Israël et les Palestiniens

Avant le déclenchement des troubles dans le monde arabo-musulman, le moyen le plus sûr de jouer un rôle de premier plan sur la scène proche-orientale passait par le règlement du conflit israélo-arabe, de la même manière que dans les siècles précédents cela signifiait détenir le contrôle des lieux saints. Jusqu'en 2008, Tayyip Erdogan comme Abdullah Gül, issu lui aussi des partis islamistes radicaux qui ont précédé l'AKP, avaient maintenu la ligne diplomatique de la Turquie sur la reconnaissance du droit à l'existence de l'Etat d'Israël et de la condamnation de la violence. C'est l'époque où l'on voit le gouvernement turc s'impliquer dans plusieurs tentatives de médiations entre Israël et les Palestiniens, mais aussi entre Israël et la Syrie. C'est d'ailleurs dans cette dernière que Tayyip Erdogan croit enfin toucher au but et réussir là où même les Etats-Unis ont dû reconnaître leur impuissance. Tout change à la fin du mois de décembre 2008. Le chef du gouvernement turc est encore persuadé que les négociations indirectes entre diplomates israéliens et syriens sont sur le point d'aboutir, quand il découvre que son homologue israélien Ehud Olmert vient de lancer une offensive contre le Hamas dans la Bande de Gaza. Et lorsque quelques jours plus tard au Forum économique de Davos, Tayyip Erdogan laisse éclater sa colère contre Shimon Peres, ce n'est pas seulement par compassion pour les Palestiniens ; c'est surtout parce que le chef de l'exécutif turc estime qu'Israël lui a infligé un affront personnel et national en lui faisant perdre la face.

Dès lors, plus question de jouer les « honest brokers ». Non seulement cette politique n'a pas été payante, mais de plus elle maintient la Turquie dans une image trop pro-occidentale pour ses ambitions régionales. Puisque parallèlement Ankara a soigneusement veillé à se conserver les bonnes grâces des frères ennemis palestiniens du Fatah et du Hamas, le temps était venu de ne pas seulement tenter de concilier les factions rivales – encore un moyen à l'époque, de consolider son influence en grignotant celle de l'Egypte, toujours incapable de rapprocher le mouvement islamiste maître de Gaza et le gouvernement autonome de Ramallah – mais d'assumer beaucoup plus ouvertement sa proximité idéologique avec les fondamentalistes palestiniens. C'est ce qui a convaincu Erdogan de se lancer dans l'aventure de la flottille de Gaza, dont il continue

de percevoir les dividendes politiques et diplomatiques. C'est encore plus vrai depuis que le régime égyptien pro-occidental de Hosni Moubarak n'est plus dans la course. Les Frères Musulmans sont de plus en plus présents sur la nouvelle scène politique égyptienne et leurs liens avec le Hamas sont connus. On peut donc envisager une forme de proximité et de reconnaissance mutuelle entre les mouvements islamistes palestinien, égyptien et turc, tous issus d'un même tronc idéologique.

Néo-ottomanisme

C'est le leader du Hamas à Gaza qui a été l'un des premiers à saluer la Turquie comme le « nouvel Ottomanⁱⁱⁱ ». Mais si Ismaïl Haniyeh a fait usage du concept, il n'en est pourtant pas l'auteur, qu'il faut plutôt rechercher chez les théoriciens de l'AKP. En jouant la rupture avec l'Etat laïque, le parti Justice et de Développement s'est aussi affranchi de la vision kémaliste qui avait voulu tourner le dos à son passé impérial pour entrer dans la modernité. Il a décidé de se réapproprier son histoire, d'abord pour renforcer son identité nationale, puis pour en accroître le rayonnement. C'est ainsi, plus que comme une vision purement hégémonique qu'il faut comprendre ce ressourcement. Si la Turquie s'est bien refait sa place de puissance régionale, tant au niveau économique que politique, le traumatisme de l'effondrement et du démembrement de l'empire ottoman dans le fracas de la Première Guerre mondiale ne s'est pas effacé pour autant. De surcroît, même si les islamistes conservateurs du parti d'Erdogan savent faire vibrer la corde nationaliste pour rallier les laïcs et les militaires à leurs positions, ils sont encore loin d'avoir pris le contrôle de l'armée. Mais cela ne les empêche pas de rappeler qu'avant de se replier sur les frontières de 1923, la Turquie fut pendant six siècles un empire qui a pu s'étendre jusqu'aux portes de Vienne, embrasser tout le Golfe persique et pousser jusqu'à la corne de l'Afrique, gouverner La Mecque, Médine et même Jérusalem. Et ce n'est pas non plus par nostalgie que la diplomatie turque actuelle se tourne vers les splendeurs du passé. Quand Ahmet Davutoglu précise que la Turquie d'aujourd'hui compte dans sa population « plus de Bosniaques qu'en Bosnie-Herzégovine, plus d'Albanais qu'au Kosovo ou plus de Tchétchènes qu'en Tchétchénie^{iv} », ce n'est pas seulement pour souligner ce qui reste de la diversité ethnique de l'empire disparu. Le ministre turc des Affaires Etrangères veut prouver à la communauté internationale sa légitimité à intervenir dans ce qu'il considère toujours comme sa zone d'influence naturelle. Ainsi c'est en exploitant ses ressources passées que la Turquie d'Erdogan a encouragé le développement de liens avec l'Autorité Palestinienne en soutenant et encourageant via ses structures d'échange et de coopération, des fondations et des initiatives

culturelles turco-palestiniennes, ou encore en ouvrant les archives administratives de l'empire ottoman aux Palestiniens qui revendiquent devant les tribunaux israéliens la restitution de terres, dont ils auraient été propriétaires à l'époque de la domination ottomane sur la Palestine.

Aujourd'hui, le néo-ottomanisme de Tayyip Erdogan est une réalité admise. Il inquiète d'ailleurs sérieusement les régimes sunnites de la péninsule arabe qui y voient une menace stratégique sur leur pérennité. En mars dernier, un éditorial du quotidien londonien en langue arabe *A Sharq Al Awsat*^v exposait le projet du Premier ministre turc de faire de son pays le nouveau leader régional. Un quotidien des Emirats^{vi} soulignait à la même époque que l'AKP partageait un « dénominateur commun » avec le Hamas, celui de la pensée islamique des Frères Musulmans et que cette carte serait utilisée par Erdogan dans ses rapports avec Israël et avec l'Occident, de la même manière que l'Iran a étendu son influence régionale par l'intermédiaire du Hezbollah.

La nouvelle Turquie dans un Moyen Orient en mutation

Tayyip Erdogan a peut-être été pris de vitesse par les bouleversements régionaux. Les réformes internes qu'il a réalisées en faisant avancer l'islamisation et en grignotant progressivement l'influence de l'armée sont encore en cours, même si le référendum de septembre 2010 a constitué une étape importante dans son programme. Le chef de l'AKP a déjà consolidé la place des classes moyennes, désormais engagées dans le partage des richesses produites par une économie qui poursuit son expansion. Ces réalisations sont exactement celles auxquelles aspirent tous les peuples du monde arabe qui se sont soulevés contre leurs dirigeants. En cela la Turquie de Tayyip Erdogan peut se considérer comme un modèle de l'Orient en mutation.

Nul doute que la chute de Hosni Moubarak a été accueillie à Ankara comme une bénédiction, puisqu'elle a non seulement retiré temporairement à l'Égypte sa place de leader régional, mais que l'on peut s'attendre à voir émerger au Caire un régime à couleur nettement plus islamiste et donc plus proche de celui de la Turquie. Mais pas plus en Égypte qu'ailleurs ces évolutions ne se feront dans le calme. D'ici là, il faudra composer avec des gouvernements affaiblis et instables et des régions en proie à l'anarchie et à la violence. Dans ces conditions, quel Etat du monde arabo-musulman peut se croire tout à fait à l'abri de la contagion, dont le vecteur peut être idéologique tout autant qu'ethnique ?

En outre, la Turquie de Tayyip Erdogan a volontairement affaibli son armée, dont les opinions laïques sont un danger pour sa stabilité. L'éloignement progressif de l'Otan, dont la Turquie est toujours membre, pourrait aussi tourner à son désavantage si d'autres troubles, similaires à ceux de la Lybie, devaient survenir

ailleurs. Les Etats arabes n'oublieront pas la façon dont Ankara a géré la crise libyenne. Bien sûr, les pays concernés par la déstabilisation sont en majorité sunnites. Ce qui veut dire que des mouvements islamistes structurés qui y gagneraient en influence, seraient les alliés naturels du régime islamiste turc.

Mais il ne faut pas oublier l'Iran, qui est dans cette configuration, l'autre puissance émergente. La république islamique chiite a elle aussi un agenda régional, et contrairement à la Turquie, elle s'appuie largement sur sa force armée et celle de ses alliés, comme le Hezbollah. Personne n'avait prévu la chute aussi rapide de l'Égypte, mais l'Iran a su saisir l'occasion de s'engouffrer aussitôt dans la brèche, en reprenant le chemin de la Méditerranée via le Canal de Suez, dont l'accès lui était interdit depuis 1979. Dans sa vision néo-ottomane d'hégémonie régionale, la Turquie pensait avoir suffisamment de temps devant elle avant d'entrer en concurrence directe avec celle de l'Iran.

Il y a encore trop d'incertitudes pour que Tayyip Erdogan puisse être sûr que le modèle politique qu'il a construit suffise à consolider son influence régionale sans accroc. La diplomatie « zéro conflit de voisinage » est déjà remise en question par le précédent de l'intervention militaire internationale en Lybie. Ce qui signifie que le gouvernement islamiste d'Ankara n'a peut-être pas intérêt à oublier trop vite ses anciennes alliances, notamment avec le camp occidental mais aussi avec Israël.

notes

1. Political Islam In Turkey, Senem Aydin And Rufen Çakir - CEPS Working Document No. 265/April 2007
2. Turkey's Zero Problem Foreign Policy by Ahmet Davutoglu, Foreign Policy, 20/05/2010
3. <http://www.ihh.org.tr/12701/en/> Erdo an has become our voice'
4. Turkey's Zero Problem Foreign Policy by Ahmet Davutoglu, Foreign Policy, 20/05/2010
5. A Sharq Al Awsat (Londres) 18/03/2011, Tariq Alhomayed : « Erdogan cherche à faire de la Turquie le nouveau leader 'néo-ottoman' de la région » (traduction en anglais sur le site www.memri.org).
6. Al-Bayan 13/03/2011 (traduction en anglais sur le site www.memri.org)